

de six mille mots et il est bien difficile de débiter tout cela en quarante minutes.

Mes honorables collègues considèrent le problème de notre peuplement sous un double aspect: immigration et émigration. En réalité, nous n'avons, à cet égard, qu'une question à résoudre: celle de l'immigration. Que l'immigration soit satisfaisante et nous n'aurons à craindre aucune émigration. En 1913, 400,000 immigrants nous sont venus, dont 130,000 des Etats-Unis. Cette même année, seulement 14,165 des nôtres ont passé la frontière américaine. En d'autres termes, nous avons gagné 125,000 personnes sur les Etats-Unis, en 1913. Cela se produira de nouveau, quand nous recevrons un nombre raisonnable d'immigrants.

Afin de se préparer à mieux gagner leur vie, plus de 185,000 garçons et filles canadiens ont fréquenté les écoles secondaires, l'an dernier, et 65,000 les collèges et les universités. Ces dernières ne préparent pas de cultivateurs. L'éducation supérieure enlève nos jeunes gens aux fermes. S'ils ne peuvent, ensuite, trouver un emploi rémunérateur dans nos maisons de commerce, ils s'en vont aux Etats-Unis, où, grâce aux solides qualités héritées de leurs ancêtres, ils ont la préférence et sont accueillis avec empressement dans toute ville, de New-York à San-Francisco.

Je ne parlerai que de la mise en valeur de nos terres inoccupées, lesquelles constituent, à mon sens, notre plus grande ressource naturelle. L'augmentation constante de la population agricole nécessitera et favorisera une expansion de notre commerce. Le peuplement des régions agricoles entraîne une augmentation correspondante de la population des villes et, conséquemment, une plus grande activité commerciale, le besoin d'un plus grand nombre d'hommes et de femmes engagés dans les professions libérales et une amélioration de l'emploi de la main-d'œuvre de toutes sortes. Ce n'est que de cette façon, monsieur l'Orateur, qu'on procurera à notre jeunesse instruite les débouchés dont elle a besoin, si elle veut demeurer au Canada.

Considérons ces questions d'une manière pratique. Quelqu'un doit accomplir les tâches fondamentales, si nous voulons que les gradués actuels ou futurs de nos institutions d'éducation trouvent à s'employer convenablement au pays. Je suis d'avis que nous devons nous efforcer d'amener au pays seulement des cultivateurs et des domestiqués. A mon humble avis, nous ne devrions pas encourager l'immigration des gens qui ne peuvent gagner leur vie que dans les villes. L'exode des ruraux vers les villes, l'un des dangers que nous avons à combattre, suffira pendant longtemps au peuplement de nos villes. Comme aux Etats-

[M. McRae.]

Unis, le problème qui se posera pour nous à l'avenir sera de retenir nos cultivateurs sur les fermes. Les rapports sur notre immigration indiquent clairement qu'il faut procurer de l'emploi aux nouveaux venus pour leur permettre de s'établir. De 1881 à 1885, alors que l'immigration était fort satisfaisante, le Pacifique-Canadien était en voie de construction. Durant les années où l'immigration a été la plus florissante, c'est-à-dire de 1903 à 1913, on construisait, d'un océan à l'autre, le Grand-Tronc-Pacifique, le Transcontinental national et le Nord-Canadien.

A l'heure actuelle, le pays ne projette pas de travaux considérables. Nous devons nous lancer dans de telles entreprises, si nous voulons faire vivre un nombre considérable d'immigrants. De ces entreprises dépend la solution du problème de l'immigration. Le programme de ces travaux constitue la plus grave question que la Chambre ait à examiner. Il devra être bien conçu. Les travaux à entreprendre devront être d'une telle sorte qu'ils nous permettront, avec le temps, de nous rembourser de l'argent qui leur sera consacré; qu'ils n'augmenteront pas indûment le fardeau des impôts et qu'il procurera aux nouveaux colons les moyens de s'établir. A mon sens, les seuls travaux, que nous puissions entreprendre de façon utile et appropriée aux circonstances, consisteraient dans l'aménagement des terres sur lesquelles nous nous proposons d'établir ces nouveaux colons et dans les entreprises qui en découleraient naturellement, comme la construction d'embranchements de voies ferrées, de routes, d'écoles, de villages et autres travaux propres à la colonisation.

Par conséquent, je propose que le Gouvernement entreprenne un vaste programme de mise en valeur des terres plus ou moins difficiles à défricher et modérément boisées, comme il en existe tant dans les provinces du Nord-Ouest, mais dont le sol est merveilleux et presque inépuisable et qu'on peut facilement atteindre par des embranchements de voies ferrées. On pourrait inclure, comme au Manitoba, d'immenses superficies susceptibles d'être rendues cultivables. Une estimation modeste des terrains qu'on pourrait utiliser de la sorte, au Manitoba et dans la Saskatchewan, peut-être aussi dans une partie du nord de l'Alberta, serait de 10,000,000 d'acres, de quoi suffire à 65,000 familles, soit une population agricole approximativement de 250,000. Tout cela à part la région de la rivière de la Paix, où l'on pourrait faire servir au bas mot 30 millions d'acres, d'un sol encore plus fertile et d'une préparation moins difficile, qui une fois développés pourraient faire vivre 175,000 familles, où près de 750,000 habitants, soit